



Séance du 8 avril 2026

Membres en exercice : **15**

Présents : **15**

Votants : **15**

Date de convocation : 03/04/2026

Date d'affichage : 03/04/2026

L'an deux mille vingt-six et huit avril à 20 heures 30, le Conseil Municipal, convoqué en session ordinaire, s'est réuni au lieu habituel de ses séances, sous la Présidence de M. Pierre-Emile SYLVAIN, maire.

Étaient présents : Pierre-Emile SYLVAIN - Guillaume MARTIN - Krystelle PONTIER - Christophe RICOU - Robert QUISSAC - Olivier MERLE - Magalie SAVOIE - Amélie CAYROCHE - Justine MALLET - Camille BELIN - Clarisse DELMAS - Killian THERON - Philippe LELARD - Agnès GHIO - Alexandre MERLEN

Secrétaire de séance : Robert QUISSAC

Absents :

Excusés :

Procurations :

Ordre du jour :

- Désignation du secrétaire de séance
- Approbation du procès-verbal de la séance du 27 mars 2026.
- Délégation du Conseil municipal au Maire en application de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales
- Fixation des indemnités des élus
- Création des commissions :
 - Agriculture
 - Sectionaux
 - Eau
 - Voiries
 - Chemins communaux
 - Urbanisme / PLU
 - Travaux / Marchés publics
 - Salle des fêtes
 - Associations
 - Jeunesse
 - Ecole
 - Petite enfance
 - 3^{ème} âge
 - Communication
 - Marchés forains
 - Artisans / commerçants
 - Camping / plan d'eau
 - Embellissement / Patrimoine
 - Bâtiments communaux
 - CCAS
 - Santé

- Finances / personnel

- Désignation de deux délégués au Syndicat Départemental d'Energie et d'Equipement (SDEE) de la Lozère
- Désignation d'un représentant titulaire à l'agence « Lozère Ingénierie » (le Maire ou son représentant)
- Désignation d'un membre titulaire et d'un membre suppléant pour la représentation de la Commune au Syndicat Mixte Lozère Numérique
- Désignation d'un conseiller référent titulaire et d'un conseiller référent suppléant pour l'école publique et pour la Maison d'Assistants Maternels (MAM)
- Désignation d'un membre du Conseil municipal pour représenter la commune au Conseil d'administration de l'association l'Education par le travail.
- Désignation d'un délégué élu pour représenter la commune au CNAS (Comité National d'Action Sociale)
- Désignation d'un délégué titulaire et d'un délégué suppléant pour la représentation de la commune à l'Association des Collectivités forestières de Lozère
- Désignation d'un correspondant tempête relais entre la commune et ENEDIS.
- Création d'un emploi non permanent d'adjoint technique à temps complet pour un accroissement saisonnier d'activité.
- Demande de subvention au titre du reversement des amendes de police – année 2026.
- Programme voirie 2026
- QUESTIONS DIVERSES

1/ DESIGNATION DU SECRETAIRE DE SEANCE

Monsieur Robert QUISSAC est désigné secrétaire de séance.

2/ APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 27 MARS 2026.

Monsieur le Maire présente le Procès-verbal de la séance du 27 mars 2026. Il propose au Conseil de voter l'approbation du Procès-verbal. Madame GHIO prend la parole et indique qu'il y a une erreur au procès-verbal quant au nombre de votes relatifs au nombre de postes d'adjoints créés. Elle indique que le nombre de votes contre était de trois et non d'un comme indiqué au procès-verbal.

Monsieur LELARD indique qu'il aurait souhaité que figure au procès-verbal son observation faite à savoir qu'il aurait souhaité qu'un poste d'adjoint soit créé pour sa liste.

Monsieur le Maire indique que les modifications seront faites. Le vote de ce point est donc ajourné.

3/ DELEGATION DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE EN APPLICATION DE L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

M. le Maire expose que les dispositions du code général des collectivités territoriales (article L 2122-22) permettent au Conseil Municipal de déléguer au maire un certain nombre de ses compétences. Il donne lecture des délégations des propositions de délégations du conseil municipal au Maire sur la base de cet article.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

Article 1

- Décide, pour la durée du présent mandat, de confier à Monsieur le Maire les délégations suivantes :

1° De fixer, dans les limites déterminées par le conseil municipal (2500 € par droit unitaire), les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal ces droits et tarifs pouvant, le cas échéant, faire l'objet de modulations résultant de l'utilisation de procédures matérialisées ;

2° De procéder, dans les limites fixées par le conseil municipal (soit au maximum 100 000€), à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L 1618-2 et au a de l'article L. 2221-5-1, sous réserve des dispositions du c de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires. Les délégations consenties en application du présent article prennent fin dès l'ouverture de la campagne électorale pour le renouvellement du conseil municipal.

3° De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

4° De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;

5° De passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;

6° De créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;

7° De prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;

8° D'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;

9° De décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros ;

10° De fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts ;

11° D'intenter au nom de la commune les actions en justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle, devant les tribunaux administratifs et judiciaires pour les actions introductives, en défense et les désistements et pour les trois niveaux d'instance (première instance, appel et cassation) et de transiger avec les tiers dans la limite de 1 000 € ; Le maire pourra également porter plainte au nom de la commune (dépôts de plainte et constitution de parties civiles contre les auteurs de contraventions, délits ou crimes commis à l'encontre de la commune) ;

12° De régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux dans la limite fixée par le conseil municipal (30 000 € par sinistre) ;

13° De réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par le conseil municipal (200 000 €) ;

14° D'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;

15° D'exercer, au nom de la commune, le droit d'expropriation pour cause d'utilité publique prévu au troisième alinéa de l'article L. 151-37 du code rural et de la pêche maritime en vue de l'exécution des travaux nécessaires à la constitution d'aires intermédiaires de stockage de bois dans les zones de montagne;

16° De demander à tout organisme financeur (Europe, Etat, Région, Département et collectivités et établissements locaux), dans les conditions fixées par le Conseil municipal, l'attribution de subventions ;

17° De procéder au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux, dans les conditions suivantes : permis de démolir, permis de construire, permis d'aménager, déclarations préalables, certificats d'urbanisme d'informations et opérationnels pour les projets de travaux ne dépassant pas 10 000 euros ;

18° D'admettre en non-valeur les titres de recettes, ou certaines catégories d'entre eux, présentés par le comptable public, chacun de ces titres correspondant à une créance irrécouvrable d'un montant inférieur à 200 euros.

Article 2

Autorise le maire à subdéléguer les délégations sus énumérées.

Article 3

Autorise que les présentes délégations soient exercées par le suppléant du maire en cas d'empêchement de celui-ci.

5/ FIXATION DES INDEMNITES DES ELUS

M. le maire donne lecture au conseil municipal des dispositions relatives au calcul des indemnités de fonction des maires et des adjoints, et l'invite à délibérer ;

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L 2123-20 à L 2123-24 ;

Vu le budget communal ;

Considérant que lorsque le conseil municipal est renouvelé, les indemnités de ses membres, à l'exception de l'indemnité du maire, sont fixées par délibération. Cette délibération intervient dans les trois mois suivant l'installation du conseil municipal ;

Considérant que toute délibération du conseil municipal concernant les indemnités de fonction d'un ou de plusieurs de ses membres, à l'exception du maire, est accompagnée d'un tableau annexe récapitulant l'ensemble des indemnités allouées aux autres membres du conseil municipal ;

Considérant que les assemblées délibérantes sont tenues de fixer les indemnités de fonctions des élus concernés dans la limite des taux maxima prévus par la loi ;

Considérant que le conseil municipal peut, par délibération, fixer une indemnité de fonction inférieure au barème applicable, à la demande du maire ;

Considérant que M. le maire a demandé expressément à cette assemblée de percevoir une indemnité de fonction inférieure au barème légal ;

Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide, à l'unanimité :

- Que le montant des indemnités de fonction du maire et des adjoints est, dans la limite de l'enveloppe budgétaire constituée par le montant des indemnités maximales susceptibles d'être allouées aux titulaires de mandats locaux par l'article L 2123-23 du code général des collectivités territoriales, fixé aux taux suivants :

- Maire : 42,2 % de l'indice brut terminal de la fonction publique
- 1^{er} adjoint : 10,7 % de l'indice brut terminal de la fonction publique
- 2^e adjoint : 9,85 % de l'indice brut terminal de la fonction publique
- 3^e adjoint : 9,85 % de l'indice brut terminal de la fonction publique

- Que l'ensemble de ces indemnités ne dépasse pas l'enveloppe globale prévue aux articles L 2123-22 à L 2123-24 du code général des collectivités territoriales ;
- Que les indemnités de fonction seront automatiquement revalorisées en fonction de l'évolution de la valeur du point de l'indice et payées mensuellement ;
- Que les crédits budgétaires nécessaires au versement des indemnités de fonction sont inscrits au budget communal.

TABLEAU RÉCAPITULATIF DES INDEMNITÉS

COMMUNE de GRANDRIEU

TABLEAU RÉCAPITULATIF DES INDEMNITÉS

(art. L 2123-20-1 du code général des collectivités territoriales).

POPULATION (totale au dernier recensement avant le dernier renouvellement général des conseils municipaux – recensement du 1^{er} janvier 2023) : 758

I - MONTANT DE L'ENVELOPPE GLOBALE (maximum autorisé)

Indemnité maximale du maire + Indemnités maximales des adjoints (nombre théorique)

44.3 % de l'indice brut 1 027 + 4 x 11.77 % de l'indice brut 1 027 = 91.38 % de l'indice brut 1 027

II - INDEMNITÉS ALLOUÉES

Maire

Bénéficiaire	Indemnité (allouée en % de l'indice brut de terminal de la fonction publique)
Maire	42.2 %

Adjoints

Bénéficiaires	Indemnité (allouée en % de l'indice brut de terminal de la fonction publique)
1 ^{er} adjoint	10,7 %
2 ^e adjoint	9.85 %
3 ^e adjoint	9.85 %

Enveloppe globale : 72,6 %

6/ CREATION DES COMMISSIONS :

Monsieur le Maire propose la mise en place de commissions communales, certaines lui étant confiées et d'autres étant confiées à ses adjoints.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide, à l'unanimité :

- De la mise en place, sous la responsabilité de M. le Maire, Pierre-Emile SYLVAIN, des commissions :
 - CCAS : Pour cette commission, M. le Maire sera assisté de :
 - Mme Camille BELIN,
 - Mme Amélie CAYROCHE,
 - Mme Magalie SAVOIE,
 - Mme Agnès GHIO.
 - Santé : Pour cette commission, M. le Maire sera assisté de :
 - Mme Camille BELIN,
 - Mme Justine MALLET.
 - Finances / Personnel : Pour cette commission, M. le Maire sera assisté de :
 - M. Robert QUISSAC,
 - M. Philippe LELARD,
 - Mme Agnès GHIO.
- De la mise en place, sous la responsabilité de M. le 1^{er} adjoint au Maire, Guillaume MARTIN des commissions :
 - Sectionaux : Pour cette commission, M. le 1^{er} adjoint sera assisté de :
 - M. Killian THERON.

- Eau : Pour cette commission, M. le 1^{er} adjoint sera assisté de :
 - M. Olivier MERLE,
 - M. Killian THERON,
 - M. Philippe LELARD.

- Voiries : Pour cette commission, M. le 1^{er} adjoint sera assisté de :
 - M. Killian THERON,
 - M. Olivier MERLE,
 - M. Christophe RICOU,
 - M. Alexandre MERLEN.

- Chemins communaux : Pour cette commission, M. le 1^{er} adjoint sera assisté de :
 - Mme Magalie SAVOIE,
 - M. Olivier MERLE,
 - M. Killian THERON.

- Urbanisme / PLU : Pour cette commission, M. le 1^{er} adjoint sera assisté de :
 - M. Olivier MERLE,
 - M. Alexandre MERLEN,
 - M. Killian THERON.

- Travaux / Marchés publics : Pour cette commission, M. le 1^{er} adjoint sera assisté de :
 - M. Alexandre MERLEN,
 - M. Killian THERON,
 - M. Robert QUISSAC,
 - M. Olivier MERLE.

- De la mise en place, sous la responsabilité de Mme la 2^{ème} adjointe au Maire, Krystelle PONTIER des commissions :
 - Salle des fêtes : Pour cette commission, Mme la 2^{ème} adjointe sera assistée de :
 - M. Olivier MERLE,
 - M. Robert QUISSAC,
 - M. Guillaume MARTIN,
 - Mme Camille BELIN,
 - Mme Justine MALLET,
 - Mme Clarisse DELMAS.

 - Associations : Pour cette commission, Mme la 2^{ème} adjointe sera assistée de :
 - M. Robert QUISSAC,
 - Mme Amélie CAYROCHE.

 - Jeunesse / Ecole / Petite enfance : Pour cette commission, Mme la 2^{ème} adjointe sera assistée de :
 - Mme Camille BELIN,
 - Mme Justine MALLET,
 - Mme Clarisse DELMAS.

- 3^{ème} âge : Pour cette commission, Mme la 2^{ème} adjointe sera assistée de :
 - Mme Magalie SAVOIE,
 - Mme Amélie CAYROCHE,
 - Mme Justine MALLET.
- Communication : Pour cette commission, Mme la 2^{ème} adjointe sera assistée de :
 - M. Robert QUISSAC,
 - Mme Amélie CAYROCHE.
- De la mise en place, sous la responsabilité de M. le 3^{ème} adjoint au Maire, Christophe RICOU des commissions :
 - Marchés forains : Pour cette commission, M. le 3^{ème} adjoint sera assisté de :
 - M. Olivier MERLE,
 - Mme Krystelle PONTIER,
 - M. Robert QUISSAC.
 - Artisans / Commerçants : Pour cette commission, M. le 3^{ème} adjoint sera assisté de :
 - M. Olivier MERLE,
 - Mme Amélie CAYROCHE,
 - Mme Clarisse DELMAS.
 - Camping / Plan d'eau : Pour cette commission, M. le 3^{ème} adjoint sera assisté de :
 - Mme Magalie SAVOIE,
 - M. Philippe LELARD.
 - Embellissement / Patrimoine / Bâtiments communaux : Pour cette commission, M. le 3^{ème} adjoint sera assisté de :
 - Mme Magalie SAVOIE,
 - M. Robert QUISSAC,
 - Mme Clarisse DELMAS,
 - Mme Krystelle PONTIER,
 - M. Alexandre MERLEN.

7/ DESIGNATION DES REPRESENTANTS DE LA COMMUNE :

Monsieur le Maire indique au Conseil municipal qu'il y a lieu de procéder à la désignation de représentants de la commune pour les structures suivantes ayant sollicité la collectivité :

- Désignation de deux délégués au Syndicat Départemental d'Energie et d'Equipement (SDEE) de la Lozère,
- Désignation d'un représentant titulaire à l'agence « Lozère Ingénierie »,
- Désignation d'un membre titulaire et d'un membre suppléant pour la représentation de la Commune au Syndicat Mixte Lozère Numérique,
- Désignation d'un conseiller référent titulaire et d'un conseiller référent suppléant pour l'école publique et pour la Maison d'Assistants Maternels (MAM),
- Désignation d'un membre du Conseil municipal pour représenter la commune au Conseil d'administration de l'association l'Education par le travail,
- Désignation d'un délégué élu pour représenter la commune au CNAS (Comité National d'Action Sociale),

- Désignation d'un délégué titulaire et d'un délégué suppléant pour la représentation de la commune à l'Association des Collectivités forestières de Lozère,
- Désignation d'un correspondant tempête relais entre la commune et ENEDIS.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide, à l'unanimité,

- De désigner, comme délégués au Syndicat Départemental d'Energie et d'Equipement (SDEE) de la Lozère :
 - Délégué 1 : M. Pierre-Emile SYLVAIN
 - Délégué 2 : M. Philippe LELARD
- De désigner, comme représentant titulaire à l'agence « Lozère Ingénierie » :
 - M. Pierre-Emile SYLVAIN
- De désigner comme représentants de la Commune au Syndicat Mixte Lozère Numérique :
 - Membre titulaire : M. Robert QUISSAC
 - Membre suppléant : M. Guillaume MARTIN
- De désigner, comme conseillers référents pour l'Ecole publique et pour la Maison d'Assistants Maternels (MAM) :
 - Conseiller référent titulaire : Mme Krystelle PONTIER
 - Conseiller référent suppléant : Mme Justine MALLET
- De désigner, pour représenter la commune au Conseil d'administration de l'association l'Education par le travail :
 - M. Pierre-Emile SYLVAIN
- De désigner, pour représenter la commune au CNAS (Comité National d'Action Sociale)
 - Délégué de la Commune : Mme Magalie SAVOIE
- De désigner, comme délégués pour représenter la commune à l'Association des Collectivités forestières de Lozère :
 - Délégué titulaire : M. Christophe RICOU
 - Délégué suppléant : M. Olivier MERLE
- De désigner, comme correspondant tempête relais entre la commune et ENEDIS :
 - M. Philippe LELARD.

8/ CREATION D'UN EMPLOI NON PERMANENT D'ADJOINT TECHNIQUE A TEMPS COMPLET POUR UN ACCROISSEMENT SAISONNIER D'ACTIVITE

Monsieur le Maire indique que dans le cadre de la délibération du 11 mars 2026 n°03, une erreur a été faite sur la période de recrutement d'un adjoint saisonnier dans le cadre de la délibération de création du poste. Mme GHIO indique que cette erreur aurait pu être soulevée à l'occasion de l'approbation du procès-verbal de la séance. Le conseil municipal n'ayant pas délibéré sur une modification de la période, ce point sera présenté à l'occasion de la prochaine séance.

9/ DEMANDE DE SUBVENTION AU TITRE DU REVERSEMENT DES AMENDES DE POLICE – ANNEE 2026.

Monsieur le Maire présente au Conseil municipal la délibération n°11022026-Délib-06BIS prise à l'occasion de la séance du 11 février 2026 et portant sur la présentation au département d'une demande de subvention au titre des amendes de police 2026.

Cette demande de subvention portait sur trois dossiers et faisait suite au courrier du département de la Lozère relatif au reversement des recettes provenant des amendes de police pour 2026, courrier présentant les priorités de financement que M. le Maire présente au Conseil.

Dans le cadre de l'instruction de cette demande qui portait sur des aménagements pour la sécurisation de la traversée de Grandrieu par la RD 985, il s'avère que le troisième dossier concernant des mesures de dégagement de visibilité et de signalisation constitue en fait deux dossiers à distinguer, ceux-ci se rattachant à des priorités différentes.

Ainsi, pour l'année 2026 il est proposé de présenter comme troisième projet uniquement la partie relative au dégagement de visibilité, travaux considérés comme de 1ère priorité et représentant un montant de 5236,10 euros HT comme indiqué dans l'estimatif ci-dessous. La partie relative à la signalisation pourra être présentée l'année prochaine.

Bourg de GRANDRIEU				
Désignation	Unité	Quantité	Prix Unitaire	Montant HT
Dégagement de visibilité				
Installation de chantier	Forfait	1.00	350.00 €	350.00 €
Signalisation de chantier	Forfait	1.00	100.00 €	100.00 €
Démolition de maçonnerie	M3	5.46	35.00 €	191.10 €
Arasement	M	13.00	140.00 €	1 820.00 €
Grillage panneaux rigides	M	13.00	75.00 €	975.00 €
Enrochement de soutènement	M3	20.00	90.00 €	1 800.00 €
				5 236.10 €

Après délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- Approuve la modification présentée pour le troisième dossier,
- Demande à M. le Maire de présenter au département ce dernier au titre des Amendes de Police 2026 en lieu et place du troisième dossier présenté initialement,
- S'engage à réaliser les travaux si le financement est obtenu.

10/ PROGRAMME VOIRIE 2026

Monsieur le Maire présente les différents dossiers étudiés avec Lozère Ingénierie dans le cadre du programme de voirie 2026 porté par le SDEE. Dans le cadre de ces projets figurent Montfourchès et La Bataille ainsi que la voie du pont romain. Le travail sur le budget de la commune n'étant pas encore assez avancé, il est proposé d'ajourner le vote pour décider des projets à retenir.

11/ QUESTIONS DIVERSES

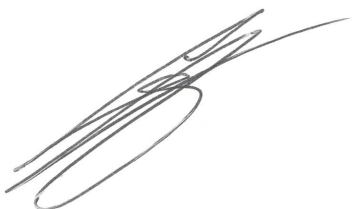
- Les élus du conseil municipal échangent sur le projet d'organiser un verre de l'amitié ouvert à l'ensemble de la population. Après échange sur une date possible suivant les disponibilités des élus et des salles communales la date du 19 avril 2026 à midi est retenue.
- Monsieur le Maire indique que prochainement les comptes financiers uniques et les budgets devant être votés et compte tenu des échéances il est nécessaire de préparer ces documents. Les

membres de la commission des finances dans ce cadre conviennent de se réunir lundi 10 avril à partir de 9h00.

- Monsieur le Maire ayant assisté au Conseil communautaire d'installation de la communauté de communes Randon Margeride, il fait une présentation aux élus du conseil de la séance et du résultat des élections du président et de la Communauté de communes Randon Margeride. Mme GHIO demande s'il était possible d'y assister. Monsieur le Maire indique que les réunions du Conseil communautaire étant publiques, les élus peuvent tout à fait y assister. Mme GHIO indique qu'elle aurait souhaité être informé de la date de la réunion. Monsieur le Maire indique que c'est un oubli et que les élus seront informés des prochaines séances.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 22h27.

Le Maire,
Pierre-Emile SYLVAIN



Le secrétaire de séance,
Robert QUISSAC



